

embrassés une dernière fois ; le jour même, l'archiduc partait pour les armées du Nord-Est et les princes pour la France.

Ils le retrouvent aussi affectueux, aussi droit et loyal que dans ces temps passés, mais avec plus de gravité et même un peu de tristesse ; sur les tempes, il y a déjà quelques cheveux blancs. La première émotion passée, l'empereur entame directement la conversation en disant :

— Il faut absolument faire la paix, je le veux à tout prix. Le moment est tout à fait propice. car nous avons tous connu les succès et les revers ; il y a à peu près équilibre de forces. Il se peut évidemment qu'en continuant la guerre l'un de nous arrive à la victoire complète et écrase son adversaire. Mais peut-on jamais écraser son adversaire complètement et à quel prix l'écrasera-t-on ! C'est affreux d'y penser... Ce ne sont pas toujours les très grandes victoires qui donnent les meilleures paix. Nous en avons le meilleur exemple dans les deux paix que fit Bismarck, dont l'une modérée, au point que les militaires criaient à la trahison, fit de l'Autriche l'alliée souvent trop docile de l'Allemagne, tandis que l'autre, celle de Francfort, a été la plus grande erreur, et les Allemands l'expient en ce moment. Mieux vaut donc consentir à des arrangements équitables, et je suis, pour ma part, tout disposé à le faire. C'est pourquoi je t'ai si instamment prié de venir. Une lettre ne peut pas tout contenir, tandis que, dans la conversation, on peut plus délicatement tâter le terrain jusqu'à ce que l'on soit arrivé, de part et d'autre, sur une position définitive.

Reprenant sa lettre, le prince lui développe ses idées, l'impossibilité de conclure quoi que ce soit avec les Allemands qui, encore en ce moment précis, se retirant sur la ligne Hindenburg devant la menace de l'offensive Nivelles, se conduisent comme les pires sauvages.

L'empereur dit qu'il a déjà tout essayé vis-à-vis d'eux, mais que l'idée de paix n'existe même pas, en réalité, dans les hautes sphères allemandes où le dogme de la victoire totale, "Siegfriede", reste inébranlable. Cette idée existe seulement dans certaines classes du peuple, dont l'enthousiasme guerrier des premiers mois s'est refroidi au contact des réalités et à la suite des privations. Cependant, son devoir d'allié l'oblige à tenter l'impossible pour amener les Allemands à faire une paix juste et

équitable. Si cela ne réussit pas, comme il ne peut pas sacrifier la monarchie à la folie du voisin, il fera la paix séparément. De toute façon, il ne parlera pas aux Allemands de quoi que ce soit avant d'être sûr qu'ils acceptent l'idée de paix telle que nous la formulons ensemble. Mais ils semblent tous hypnotisés. Il s'agit maintenant d'arriver à un accord complet, avant tout, avec la France et, par elle, avec l'Angleterre et la Russie, de façon que, si les Allemands refusent obstinément de vouloir entendre parler de cette paix, l'Autriche puisse leur dire :

— Nous ne pouvons continuer à nous battre pour le roi de Prusse, nous faisons les sacrifices nécessaires et signons la paix immédiatement.

L'empereur insiste sur son devoir d'allié qu'il a envers l'Allemagne et qui ne peut cesser, selon lui, que sur une mise en demeure évidente faite par l'Autriche de traiter raisonnablement et sur un refus catégorique allemand de le faire. Par contre, le prince lui suggère la proposition jointe à sa lettre.

— Le résultat sera le même, répond l'empereur, et bien que je ne me fasse aucune illusion sur le gouvernement de Berlin et sur la façon dont il en use et veut en user plus tard vis-à-vis de l'Autriche, je tiens à être correct jusqu'au bout, comme je le serai toujours, plus tard, avec vous autres, quand je serai lié avec vous.

Le prince lui expose tout d'abord la nécessité absolue qui s'impose à la France de récupérer les territoires de l'Alsace et de la Lorraine tels qu'ils étaient dans leur plus grande extension jusqu'en 1814. A son avis, il faut même compléter cette récupération en neutralisant toute la rive gauche du Rhin, en dehors de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la France, terre évidemment germanique et qui doit rester germanique, mais qui doit échapper à la domination prussienne imposée en 1815 et où le contrôle de l'Entente doit empêcher désormais l'existence d'une armée quelconque. L'empereur répond qu'il connaît parfaitement les sentiments français à l'égard de l'Alsace-Lorraine et la nécessité absolue dans laquelle se trouve la France de récupérer ces territoires perdus. Il connaît d'ailleurs les sentiments de l'Alsace-Lorraine elle-même, et cette question l'intéresse particulièrement comme chef de la maison de Lorraine et descendant des comtes d'Alsace. Le prince constate que les sentiments de l'empe-